

DISCUSSANT'S NOTE

SESSION VII - ACCUMULATION IN AGRICULTURE

Georges Courade

Communications présentées:

Jeanne Koopmann Henn - Food Policy, Food production, and the Family Farm in Cameroon

Peter Geschiere - Accumulation and Non-Accumulation in Agriculture - Regional Comparisons

Henk Meilink - Price Policy and Food Production

Nassourou Saibou - Paysans et innovation: Le cas des maraîchers des Meskine.

Les aspects historiques de l'accumulation ont été évoqués par Jean Pierre Warnier et les intervenants précédents. Ce qui a été avancé reste d'un grand intérêt pour notre propos.

S'agissant des systèmes agricoles, un certain nombre de questions sous-jacentes méritent attention, si l'on veut se donner un cadre d'analyse et mesurer les limitations internes et externes aux processus d'accumulation dans la production agricole qui n'ont que rarement débouché sur un "capitalisme agraire".

1. UN CADRE D'ANALYSE ADAPTÉ AUX PROBLÈMES DE L'AGRICULTURE

A. Le problème technico-économique ne peut être éludé dans la mesure où la productivité du travail et/ou des surfaces cultivées dépendent étroitement des technologies mises en oeuvre dans les exploitations agricoles. La "modernisation" d'exploitations agricoles de petite taille passe par la mise au point de systèmes techniques qui peuvent favoriser ou entraver l'émergence d'unités de production plus importantes et/ou plus performantes quant à la rentabilité des moyens de production. Dans un cas, l'accumulation pourra s'avérer "extensive" (grosse consommation de travail ou d'espace pour obtenir la rentabilité souhaitée), dans l'autre, on la qualifiera d'"intensive" (productivité plus élevée par unité de surface ou de travail considérée).

Ces considérations sont importantes pour l'avenir, dans la mesure où la diffusion de matériel végétal ou animal amélioré n'a touché que quelques filières bien déterminées: cultures d'exportation, riz irrigué. L'enjeu est de taille à l'heure où l'on mobilise les capacités scientifiques et techniques internationales pour mettre au point une "révolution verte" pour l'Afrique. D'autant que les structures sociales et politiques peuvent tirer parti ou ignorer le levier

de l'innovation pour recomposer le paysage social autour de producteurs agricoles d'importance moyenne (plus de 10 ha) ou d'une agriculture fortement liée à des opérateurs marchands ou industriels (agriculture "contractuelle") maîtrisant la filière au-delà de la production.

b. Un deuxième aspect propre à la production agricole reste la gestion à moyen et long terme du patrimoine naturel qu'elle utilise. La question de la reproduction et de la sauvegarde du "*capital écologique*" dans un pays où nombre d'économies agraires sont devenues prédatrices de l'environnement, trace les limites "physiques" de l'accumulation dans le secteur. Faut-il rappeler que la logique agronomique la plus souvent observée au Cameroun est celle qui consiste à économiser le temps de travail plutôt que la terre dans les zones où celle-ci n'apparaît pas comme un bien rare suite à la pression démographique ou à la concurrence entre formes différentes d'exploitation (lati et micro-fundia)?

L'agriculture extensive, la réduction de la durée de la jachère non compensée par la fumure, une modernisation hâtive ne tenant pas compte des cycles écologiques conduisent ici et là à une dégradation irrémédiable du capital écologique. La fragilité de certains milieux, les fluctuations de l'écosystème n'autorisent pas autre chose que des stratégies de survie chez nombre de populations vivant dans des conditions très contraignantes, compte-tenu des techniques utilisées.

c. *La dimension socio-culturelle* qui constitue le fond de la communication de Peter Geschiere est une variable qui explique les différences constatées entre sociétés ayant une activité agricole dans des milieux semblables. Le mot d'ordre "enrichissez-vous" est loin de faire l'unanimité dans les différentes sociétés camerounaises. Certaines encouragent l'ascension matérielle des individus; d'autres aspirent à ce que l'on a appelé au Sénégal un certain "égalitarisme économique" (Jean-Marc Gastellu); bon nombre exercent un contrôle étroit de leur membres et ont mis en place des mécanismes empêchant efficacement l'apparition d'un capitalisme rural d'origine endogène, voire exogène. Ces *mécanismes de nivellement* sont d'autant plus efficaces qu'ils utilisent à la fois le contrôle des moyens de production (force de travail autochtone ou immigrée, par exemple) comme les sanctions sociales ou symboliques à l'encontre de ceux qui cherchent cette promotion individuelle dont le groupe n'en espère rien en tant qu'entité collective. Les exemples donnés dans la communication de Peter Geschiere donnent une idée de l'ensemble des obstacles dressés par les sociétés contre les individus tentés d'accumuler à leur profit et des opportunités qu'offrent certaines circonstances pour le développement des disparités économiques.

d. La construction d'une société politique que recherche l'Etat camerounais depuis sa création peut freiner ou accélérer l'accumulation dans le monde agricole. La recherche d'une *alliance entre couches urbaines marchandes et bureaucratiques et élites agraires* a constitué dans des pays comme la Côte d'Ivoire la clé de voûte du régime. Dans ce cas, l'Etat a mis en place les conditions nécessaires à l'émergence de ces notabilités agrariennes qui lui assureront une base sociale plus large que celle qui se trouve directement impliquée dans sa gestion. Il dispose pour cela de nombreux moyens comme opérateur du développement (il peut soutenir des exploitations capitalistes de taille "moyenne" ou des entreprises agricoles) et comme régulateur du système agro-alimentaire (par les prix, la protection, le crédit, la manipulation du taux de change, les subventions, l'organisation des marchés, etc.). Sur cette question importante, les contributions de Jeanne K. Henn et d'Henk Meilink apportent nombre d'informations sur l'attitude peu "pro-paysanne" de l'Etat camerounais et sur les contradictions qu'il affiche.

Le retour de la priorité agricole après "l'intermède pétrolier" dans la stratégie de développement économique du pays dans la crise repose avec plus d'acuité cette question puisque le dernier plan affiche sa volonté de créer des exploitations de moyenne importance sans autre précision sur les moyens et les itinéraires pour atteindre cet objectif.

e. Un dernier point mérite attention: *les logiques économiques* qui sous-tendent les choix des filières pour l'accumulation dans le secteur agricole et qui président à l'utilisation du surplus dégagé par celle-ci, une fois la "reproduction simple ou élargie" assurée.

On s'est souvent appesanti sur les formes ostentatoires de consommation, le souci de jouir (de "manger") immédiatement la richesse créée plutôt que de la réinvestir dans des activités productives. Bref, on s'est demandé si l'esprit d'entreprise existait au Cameroun. On observera ici que le taux d'épargne en milieu rural camerounais est très élevé par rapport à celui de l'américain moyen (5 fois plus élevé sans doute) et que l'on a souvent reproché aux classes capitalistes d'Occident de préférer le placement financier à l'investissement productif. La publication prochaine de l'enquête budget-consommation permettra d'y voir plus clair sur cette question et, sans doute, de nuancer le propos selon les régions.

On notera enfin que la rentabilité du secteur agricole est faible et aléatoire. On ne peut espérer un amortissement du capital en deux, trois ans comme on a pu l'observer dans le transport ou l'immobilier à certaines périodes. Un investissement dans une cacaoyère ne se conçoit que sur une période de deux décennies après cinq ans d'entretien sans rapport. Et encore, qui peut prédire la rentabilité "réelle" (inflation exclue) d'un tel investissement? De fait, la gestion à court terme du capital en période d'incertitude comme l'existence d'opportunités plus "juteuses"

détourne de l'agriculture nombre d'investisseurs si tout un système d'aides, de subventions, de dégrèvements fiscaux, de primes ou de bonifications de crédit ne viennent créer artificiellement des conditions favorables à l'accumulation dans ce secteur.

Ceci veut dire que si l'Etat camerounais souhaite la création d'un capitalisme agraire, il lui faut mettre sur pied une "véritable" politique agricole qui lui coûtera cher comme à tous les pays qui en ont une. Dispose-t-il de la marge de manoeuvre nécessaire à l'heure où il entre dans une cure d'assainissement qui peut s'avérer assez longue parce que tardive?

II. DES SPÉCIFICITÉS CAMEROUNAISES

Les trois communications soulignent certains traits qui structurent les mentalités camerounaises et qui conditionnent le développement du capitalisme en milieu rural.

a. Les variations régionales

Vis-à-vis de l'enrichissement individuel, les sociétés du Cameroun méridional ont des attitudes très contrastées, favorables dans l'Ouest et le Nord-Ouest, réticentes dans les terres de colonisation, hostiles ailleurs comme le rappelle Peter Geschiere. Le Cameroun doit "gérer" cette hétérogénéité des attitudes.

b. Une préférence de l'élite pour l'accumulation sans risques

"La chèvre broute là où elle est attachée". Voilà une phrase souvent citée au Cameroun qui illustre bien ce souci de profiter d'une situation privilégiée au sein de l'appareil d'Etat, d'une position dominante ou exclusive dans un marché ou une filière pour accumuler sans prendre le risque que court tout investisseur dans son anticipation des profits (ou des pertes) futures. L'accumulation dynastique (sur plusieurs générations) ne semble pas être à l'ordre du jour, sauf dans les sociétés qui s'efforcent de préserver l'héritage.

b. L'accumulation étatique au détriment de l'accumulation privée?

"Il ne peut y avoir deux crocodiles dans le même marigot", dit la sagesse populaire. Sans le "bouclier" étatique, nous l'avons vu, il ne peut y avoir d'accumulation durable dans le seul secteur agricole. Au Cameroun toutefois, l'ampleur des prélèvements étatiques (voir la contribution de J.K. Henn) combinée à la faiblesse des prix internationaux sur les cultures d'exportation provenant de l'agriculture familiale limite sérieusement la rémunération paysanne.

Et comme aucune politique agricole ne vient compenser le manque à gagner par l'aide aux structures ou la protection du marché alimentaire (voir la contribution d'H. Meilink), on voit mal la "cohabitation" de deux formes d'accumulation.

c. La survalorisation du diplôme

"Na degree we de chop". Cette expression pidgin-english traduit bien ce que la masse scolarisée et leurs parents attendent des diplômés en termes d'accumulation dans le sud du pays où les taux de scolarisation dépassent depuis les années soixante-dix, sauf dans le Nord-Ouest, 80 à 90%. Jean Mfoulou n'a-t-il pas rappelé que l'école formelle éloignait du monde agricole malgré tous les efforts de "ruralisation" de l'enseignement tentés dès l'indépendance? Comment les ruraux ne seraient-ils pas tentés, eux aussi, d'investir dans l'éducation au vu de certaines réussites sociales des premiers temps de la mise en place d'un appareil d'Etat important?

d. L'indifférence des pouvoirs publics à l'égard du monde agricole

Les contributions de J.K. Henn et H. Meilink tentent de tracer les contours de l'intervention de l'Etat camerounais au-delà des pétitions de principe, rituellement pro-paysannes.

Les auteurs s'interrogent sur l'indifférence du pouvoir à l'égard du monde agricole et constatent que la régulation élémentaire qui est réalisée (politique des prix des cultures d'exportation, prix de quelques denrées de base souvent importées) se fait, quand elle a une certaine efficacité, au profit des consommateurs citadins. En fait, le projet politique n'est pas pro-agricole et il n'y a pas de lobby paysan pour prendre en charge les intérêts du monde rural. De plus l'accumulation bureaucratique qui se fait à l'ombre de l'Etat ne se traduit pas nécessairement en investissements agricoles.

Peter Geschiere s'interroge sur la place que peuvent occuper les citadins absentéistes dans le monde agricole camerounais sans que l'on sache l'importance de cette démarche encouragée beaucoup plus explicitement en Côte-d'Ivoire par Houphouët-Boigny.

III. L'INTERACTION DU DEDANS ET DU DEHORS: DU MACRO-ÉCONOMIQUE AU MICRO-SOCIAL

Les trois communications analysent à des degrés différents les processus réussis ou avortés d'accumulation, d'exploitation ou de répartition des bénéfices de l'intervention étatique en portant une attention privilégiée aux sociétés elles-mêmes (P. Geschiere), à l'environnement macro-économique (H. Meilink) ou à l'interaction entre les dynamiques internes et les contraintes externes (J.K. Henn).

Henk Meilink présente la politique et la production vivrière du Cameroun du point de vue macro-économique soulignant à la fois la faiblesse de l'intervention de l'Etat et, par voie de conséquence, l'évanescence des instruments statistiques permettant de connaître l'évolution du système alimentaire.

Jeanne K. Henn, partant de l'idée que les décideurs ne sont guère favorables à la production vivrière traditionnelle montre, à l'aide d'enquêtes précises sur le temps de travail dans la Lékié, comment les prélèvements relevés sur le cacao entraînent un sur-travail et une paupérisation des femmes engagées dans la production vivrière pour l'auto-subsistance et l'approvisionnement urbain. Elle trace les grandes lignes d'une politique plus favorable montrant la réponse positive des femmes quand elles sont bien reliées au marché urbain.

Peter Geschiere s'interroge sur les mécanismes sociaux, les circonstances historiques et les cultures collectives qui vérouillent de l'intérieur les velléités d'accumulation ou qui les favorisent dans les différentes sociétés camerounaises (Maka de l'Est, Béti du Centre-Sud, Bakossi du Sud-Ouest, Bamiléké de l'Ouest).

Le contrôle des moyens de production (notamment du travail), les systèmes d'héritage, l'utilisation de la sorcellerie comme menace, l'existence de mouvements migratoires différencient ces sociétés. Il constate qu'il faut rechercher dans l'existence d'inégalités anciennes, la source de l'"acceptation" des différenciations actuelles.

IV. QUELLES PERSPECTIVES?

La mise en oeuvre d'une politique agricole va s'imposer dans le cadre de la gestion de la crise financière. Elle coïncide avec le développement du vivrier marchand pour l'approvisionnement des villes. Va-t-on vers une accélération de l'accumulation dans le secteur agricole entamé vers les années quatre-vingt par la multiplication des plantations villageoises? Les citoyens seront-ils incités à investir dans l'agriculture et le feront-ils? L'Etat pourra-t-il mettre sur pied une véritable politique agricole autour de la mise en oeuvre de nouveaux systèmes technologiques? Autant de questions cruciales qui commandent le processus d'accumulation dans l'agriculture.

FOOD POLICY, FOOD PRODUCTION, AND THE FAMILY FARM IN CAMEROON

Jeanne Koopman Henn

(Research Associate, Centre d'Etudes d'Afrique Noire, Bordeaux)

INTRODUCTION: A BRIEF HISTORY OF AGRICULTURAL POLICY

Since its independence in 1960, Cameroon has enjoyed better rates of growth in the food sector than most other African countries. The record, however, is one of stability rather than growth. Total output has grown about as fast as the population, while the rate of growth in the marketed share has just about kept up with the rate of urbanization (USDA, 1981).

Cameroon's agricultural sector is composed of both a capitalist and parastatal large-scale estate sector and of traditional family farms. The smallholder or peasant sector produces an overwhelming 93% of total agricultural output. But even though the traditional peasantry is the source of a significant share of state revenues and foreign exchange as well as the historic provider of the national food supply, the Cameroonian government has done relatively little to stimulate smallholder production (World Bank, 1984:44). The traditional food sector, in particular, has been seriously neglected. This paper explores the reasons for this neglect and its implications for the goal of food self-sufficiency.

For many years government policy in the food sector was limited to attempts to control food prices and to the promotion of large-scale import-substitution projects in sugar, rice and vegetable oils. I will argue in this paper that both of these policies run counter to the interests of traditional food farmers and therefore have negative implications for the economic welfare of the great majority of the rural population.

When urban food prices rose somewhat faster than overall inflation in the mid-1970s, the official analysis asserted that the traditional small-scale food traders were using "market power" to cheat both producers and consumers. A state food marketing agency was created in order to cut the private sector's "excessive" commercial margins. Perhaps because the margins were not, in fact, excessive, (since the sector is extremely competitive), but were rising due to very rapidly increasing transportation costs, the state marketing operation was unable to reduce its costs below those of the petty traders and, in attempting to do so by squeezing producer prices, was itself accused of trying to cheat the farmers. After a decade of subsidized operation, the state food marketing effort was discontinued. (See Guyer, 1987)

Proceedings/Contributions

Peter Geschiere & Piet Konings (eds.)

Conference on the Political Economy of
Cameroon - Historical Perspectives
Leiden, June 1988

Colloque sur l'économie politique du
Cameroun - perspectives historiques
Leiden, Juin 1988

Part II/Tome II

O.R.S.T.O.M. Fonds Document

N° : 27533 cc 1

Cote : B

23.02.90
PABA M

Research Reports No. 35/1989

asc



African Studies Centre Leiden/The Netherlands